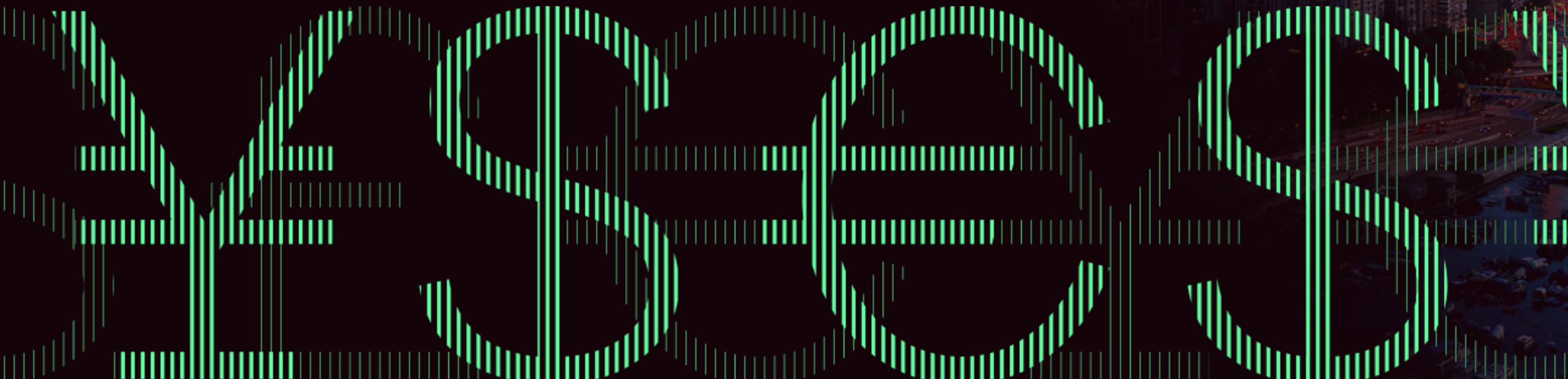




Marché des changes :

Quelles perspectives d'évolution en 2024 ?

Votre guide pour mieux appréhender la volatilité des devises en 2024 et améliorer vos prévisions budgétaires



Préambule

Faisons un saut en arrière. Il y a deux ans de cela, on nous annonçait que la décennie 2020 allait être celle du retour de la croissance stimulée par la digitalisation accélérée de la période Covid et un coût du capital toujours bas. Il n'en est rien. La croissance ralentit dangereusement avec une exception de taille, les États-Unis. Le coût du capital est durablement élevé, ce qui va freiner les investissements et les marges des entreprises. Les tentatives de dédollarisation, dont on entend souvent parler, sont pour l'instant un échec.

Ce guide n'a pas pour prétention de prédire l'avenir. En revanche, en partageant avec vous notre scénario macroéconomique pour les mois à venir et les potentielles répercussions sur les devises, nous espérons contribuer à votre réflexion afin de réduire les risques auxquels votre entreprise pourrait faire face en 2024.

Pierre-Antoine Dusoulier, CEO et fondateur d'iBanFirst

Sommaire

P.02 Préambule

P.03 Perspectives macroéconomiques

P.03

Les tendances à surveiller

P.04

Analyse par régions

P.12 Évolution du marché des changes

P.12

Les dates clés à surveiller

P.13

Nos convictions pour 2024

P.14

Projections par paires de devises

P.17 Risque de change : comment s'en prémunir ?

Les tendances à surveiller

Le ralentissement brutal de l'économie chinoise

Il y a quinze ans de cela, la Chine a commis un péché mortel. **Pour éviter la récession, le gouvernement a mis en place des mesures de soutien à la demande impressionnantes. Mais à quel prix ? Cela a déstabilisé le secteur bancaire en raison d'un excès de crédit.** Une grande partie de la liquidité alors injectée est venue alimenter des bulles spéculatives (immobilier). En 2011, 70 % des recettes des gouvernements locaux sont issues de l'immobilier. De nos jours, c'est 60 % de la richesse des ménages chinois qui est adossée à l'immobilier (contre 30 % aux Etats-Unis et un peu moins en France). La Covid n'a rien arrangé, évidemment. **Aujourd'hui, la Chine paye ses excès.**

Le retour de la stagflation en Europe

C'est le pire des scénarios. **La stagflation (croissance réelle faible qui s'accompagne d'une hausse des prix plus élevée que par le passé) fait son retour en Europe.** En Europe continentale, l'absence de boucle prix-salaire permet d'espérer que ce n'est qu'une phase transitoire. Outre-Manche, la situation est plus préoccupante. **Le Royaume-Uni est, de nouveau, l'homme malade de l'Europe.**

La baisse des prix de l'immobilier

Depuis l'an 2000, les prix de l'immobilier se sont envolés dans les économies développées : +76 % au Japon, +153 % en Italie, +265 % aux États-Unis, +272 % en France et +323 % au Royaume-Uni. **La hausse du loyer de l'argent destiné à combattre l'inflation est en train de paralyser ce pan essentiel de l'activité économique avec le risque, parfois, d'un effondrement brutal des prix.**

Une nouvelle crise énergétique

La crise énergétique revient, même si son ampleur est moindre qu'en 2021-22, du fait de facteurs structurels (marché en déficit d'offre traditionnellement en deuxième partie d'année, manque d'investissement dans les infrastructures, pression sur les producteurs pour arrêter de produire du pétrole) et conjoncturels (baisse coordonnée des pays producteurs de pétrole, hausse du coût du capital et ralentissement économique). **Ce n'est pas suffisant pour créer d'importantes pressions inflationnistes. Mais c'est une mauvaise nouvelle.**

Les pays émergents surprennent

Sans surprise, c'est lorsque les grandes économies développées ne vont pas toutes bien qu'on regarde du côté des pays émergents. Mais tous les pays émergents ne se valent pas. **Ceux qui ont réussi à faire reculer le plus l'inflation et donc à avoir une marge de manœuvre pour baisser les taux d'intérêt et qui ont en parallèle une monnaie sous-évaluée sont les mieux positionnés pour faire face aux vents contraires qui arrivent** (le Brésil et le Chili, en particulier).

Analyse par régions

Le monde en 2024 : Le problème, c'est la Chine

Le taux d'épargne élevé des ménages chinois - environ 45 % du PIB de la Chine - est le problème principal de l'économie mondiale. Tant qu'il sera aussi élevé, toute perspective de reprise économique durable est illusoire.

En théorie, une épargne élevée peut être compatible avec une croissance rapide si un pays exporte massivement - c'était le cas de la Chine avant 2008, pendant son âge d'or. Malheureusement, il est peu probable que le niveau d'exportations atteint à ce moment-là soit de nouveau possible. Dans un monde idéal, il faudrait que la demande conjointe des Etats-Unis et de l'Europe représente près de 10 % du PIB chinois - l'équivalent de 2000 milliards de dollars. C'est impossible, même avec la meilleure volonté du monde.

Des investissements élevés peuvent également être compatibles avec une croissance soutenue s'il existe d'énormes opportunités d'urbanisation, d'amélioration des infrastructures et de rattrapage technologique. C'est la Chine de la période de 2009 à 2019, en particulier avec le boom du secteur de l'immobilier. Mais tout cela a été grippé par la Covid. **Dans la situation actuelle, l'épargne**

élevée est surtout synonyme de faible consommation et d'aversion au risque. On voit mal ce qui pourrait, à court terme, inverser la tendance.

Pour l'économie mondiale, cela signifie certainement qu'il faut s'attendre à un ralentissement graduel en 2024.



Principal risque
**Ralentissement
économique plus marqué
que prévu**



Probabilité
Moyenne



Zone euro : Une fragilité structurelle

Tous les clignotants en zone euro sont au rouge alors que l'économie américaine est solide.

Six facteurs principaux expliquent les difficultés européennes :

- un retard dans le redémarrage économique post-Covid ;
- la crise énergétique qui perdure ;
- l'importance économique du secteur des exportations qui est pénalisé par le ralentissement mondial ;
- la faiblesse économique de la Chine ;
- une politique monétaire certainement trop restrictive dans un contexte de dette élevée
- la fin du modèle économique allemand reposant sur l'accès à l'énergie russe à bas coût et la compétitivité du secteur automobile, celle-ci étant remise en question par l'émergence de la Chine.

En l'absence de relance budgétaire, qui est peu probable à ce stade, on voit mal comment l'Europe pourrait afficher une bonne performance économique en 2024.



Principal risque
Récession



Probabilité
Élevée



États-Unis : Une bonne santé à faire pâlir le reste du monde

Heureusement, il y a des raisons d'être optimiste. **L'économie américaine se porte bien, même si elle devrait ralentir en 2024. Il n'y a pas de récession en vue.**

Cela s'explique à la fois par **une consommation intérieure résiliente malgré l'inflation et la bonne tenue du marché de l'immobilier** en raison d'un changement de régime. Contrairement au passé où les taux d'emprunt étaient habituellement variables, ils sont désormais fixes et à des niveaux bien plus bas, ce qui limite le risque de perturbations lié à la hausse des taux directeurs par la Réserve Fédérale américaine (Fed).

S'ajoutent à cela des épiphénomènes, comme l'effet Taylor Swift. Selon une étude publiée par la Réserve Fédérale de Philadelphie le 12 juillet 2023, la tournée à travers les États-Unis de la jeune chanteuse américaine de 34 ans, qui est présentée comme sans précédent (chiffre d'affaires record à un milliard de dollars), a induit des retombées pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie qui vont soutenir la croissance américaine cette année. Le mécanisme économique est le suivant : les concerts ont entraîné une hausse de la de-

mande agrégée, ce qui a stimulé la production agrégée (dans le domaine des biens culturels, par exemple), et fait croître le taux d'emploi à court terme. Un bel exemple de mécanisme vertueux.



Principal risque

Élection présidentielle contestée



Probabilité

Élevée



Plus personne de censé ne prévoit une récession dans les douze mois à venir aux États-Unis.»



William Gerlach

General Manager France
chez iBanFirst



Chine :

Le malade chinois

La Chine ralentit, la Chine baisse ses taux, la Chine ne publiera plus le taux de chômage des jeunes etc. Pas terrible tout ça ! Ce n'est pas seulement conjoncturel. **Nous assistons à une vraie crise du modèle chinois. Les trois dernières années de croissance furent les plus décevantes pour l'économie chinoise en l'espace de vingt ans.** Tout indique que l'année 2023 va être également mauvaise et que l'an prochain ne sera guère mieux. **Certains parlent même de récession - en se basant sur les standards chinois.**

Cette situation n'est en rien une surprise. C'est l'aboutissement de plus de dix ans de dégradation économique et d'excès. Une injection massive de liquidités par le gouvernement central est la seule manière de sortir par le haut. Cela pourrait permettre de restructurer de fond en comble le secteur immobilier, d'assainir les banques locales et de donner un coup de fouet à la demande agrégée. Mais ce n'est pas sans risques. Cela peut tout aussi bien continuer d'alimenter certaines bulles spéculatives ou en former d'autres. Il n'y a pas de solution évidente, finalement. C'est d'ailleurs pour cela que la Chine s'est abstenue pour le moment de faire de grandes annonces.

On peut toutefois se risquer à considérer que le secteur des exportations va rester la pierre angulaire de l'économie chinoise à court terme.

Cependant, pour que les exportations soutiennent la croissance, il faut que le reste du monde - surtout les États-Unis - soit disposé à acheter chinois. L'Europe a accru sa dépendance ces trois dernières années. Rien ne garantit que ce soit le cas à l'avenir, surtout dans le contexte géopolitique actuel.



Principal risque

Le pic de croissance est atteint



Probabilité

Élevée



Pour la première fois, aucun gérant d'actifs interrogé dans l'enquête mensuelle de la Bank of America ne prévoit une croissance chinoise plus forte dans les douze mois à venir. »



Alexandre Laporte

Head of Hedging chez iBanFirst



Royaume-Uni : Vous avez bien dit stagflation ?

Le Royaume-Uni a mieux résisté que prévu au Brexit. C'est finalement la Covid et ses conséquences qui ont entraîné les plus importantes perturbations.

S'il y a bien un pays européen qui va devoir prendre le chemin de l'austérité, c'est le Royaume-Uni selon nous.

Le marché du travail britannique est dysfonctionnel, marqué par une forte croissance des salaires (7,8 % sur un an, selon les derniers chiffres) et une hausse du taux de chômage. Le scénario d'une **stagflation** – contraction de stagnation et d'inflation - se précise. Ironiquement, ce barbarisme a été inventé par un Britannique, Iain Macleod, ministre des Finances, pour décrire la situation économique de son pays dans les années 1960.

Si cela survient, nous pourrions être confrontés à une politique monétaire inopérante – augmenter les taux en période de stagflation n'est pas une solution miracle – et à une politique budgétaire en partie paralysée par la hausse des coûts d'emprunt. Fait inimaginable il y a quelques années de cela, le Royaume-Uni emprunte désormais à un coût plus élevé que la Grèce sur les marchés financiers (oui, vous avez bien lu !).



Principal risque
Longue stagflation



Probabilité
Élevée



Japon : La bonne surprise de l'année

Le Japon est la bonne surprise de l'année, à la fois en termes de performance économique et d'attractivité. C'est la seule grande économie développée dont les perspectives de croissance restent solides alors que dans le reste du monde, le ralentissement est en cours. Les entreprises nippones sont également en bonne santé : peu endettées, avec des flux de trésorerie importants, des niveaux de valorisation boursière attractifs et une compétitivité soutenue par la faiblesse de la monnaie locale, le yen, même si celle-ci pourrait ne pas durer.

La combinaison entre une appétence accrue des investisseurs étrangers et un dynamisme économique qui tranche avec la morosité européenne devrait pousser la croissance des bénéfices par action des entreprises nippones fortement à la hausse, avec une prévision de 7,2% cette année. C'est énorme.

Le miracle économique japonais est le fait marquant de l'année 2023. Il devrait perdurer l'an prochain.



Principal risque

Inflation hors de contrôle



Probabilité

Faible



Canada : Le serpent de mer de la crise immobilière

Historiquement, le Canada bénéficie des retombées du dynamisme économique de son voisin nord-américain. Mais ce n'est pas systématique. **L'économie du Canada commence à subir de plein fouet les conséquences de la hausse des taux.** Le marché de l'immobilier est cette année encore le point de fragilité évident. On estime que l'économie canadienne est **20%** plus dépendante de ce secteur d'activité que ne l'étaient les Etats-Unis en 2006 au pic de la bulle immobilière (hausse des prix de **428%** depuis l'an 2000 !).

La bonne nouvelle c'est que même si les prix ont chuté depuis l'an dernier, il n'y a pas d'effondrement brutal. Outre le ralentissement économique à l'œuvre, le Canada doit aussi gérer les conséquences de la hausse de la population active. Par personne, le PIB canadien a diminué pendant quatre trimestres consécutifs et cela risque de continuer à court terme.



Principal risque
Effondrement du marché de l'immobilier



Probabilité
Faible



Australie : L'illusionniste

Si on s'attarde uniquement sur les principales statistiques, l'Australie est plutôt dans une situation économique confortable. Mais c'est trompeur. L'économie est en récession avec une baisse du PIB australien par personne.

A l'inverse du Canada, ce n'est pas principalement lié à un accroissement de la population active. C'est plutôt la conséquence des errements économiques au niveau domestique (**hausse des prix de l'immobilier de 436 % depuis l'an 2000 – un record parmi les économies développées**), et des difficultés économiques de la Chine – pays dont est très dépendant l'économie australienne. **En dépit de la sortie de la politique zéro Covid, la Chine n'a pas repris ses investissements en Australie.**

Le pays est à la croisée des chemins : l'activité économique est encore pour un temps au-dessus de sa moyenne de long terme mais la confiance est nettement en-dessous, en particulier pour les ménages ayant contracté un prêt immobilier à

taux variable et qui sont les premières victimes de la hausse du loyer de l'argent pour combattre l'inflation. La consommation va être déprimée dans les mois à venir.



Principal risque

**Effondrement du marché
de l'immobilier**



Probabilité

Faible



Les dates clés à surveiller

Automne/hiver 2023

Le retour de la crise énergétique est **LE** sujet de cette rentrée, surtout si la situation sur le plan géopolitique se dégrade davantage au Moyen-Orient (montée possible des tensions avec l'Iran). Pour l'instant, son ampleur n'a strictement rien à voir avec l'an dernier. Mais on commence à observer des points de tension évidents, en particulier au niveau du gaz naturel et du pétrole du fait d'une demande qui reste robuste et d'une offre qui n'est pas à la hauteur.

13 janvier 2024

Élection présidentielle à Taïwan. Si le candidat pro-indépendance est élu, cela pourrait compliquer les relations entre la Chine et l'île et, par ricochet, entre la Chine et les États-Unis.

Premier trimestre 2024

Amorce attendue par les analystes du cycle de baisse des taux dans les principales économies développées

15-18 juillet 2024

Convention républicaine dans le Wisconsin au cours de laquelle le candidat républicain à l'élection présidentielle sera officiellement désigné.

Début 2024

Confirmation de la récession technique en zone euro

15 janvier 2024

Début des primaires républicaines dans l'Iowa pour choisir un candidat à l'élection présidentielle américaine

6-9 juin 2024

Élections européennes. Événement à faible intensité pour le marché des devises

5 novembre 2024

Élection présidentielle américaine. Il est probable que l'élection soit contestée, comme pour celle de 2020. Risque élevé de perturbations sur les marchés financiers.

Nos convictions pour 2024



Le meilleur enseignement qu'on peut retenir de l'année 2023, c'est qu'il faut toujours se méfier du consensus.

Pierre-Antoine Dusoulier
CEO et fondateur d'iBanFirst

1

La volatilité sur le marché des changes a baissé à la surprise générale au premier semestre de cette année du fait de la synchronisation des politiques monétaires. Mais **elle devrait ressurgir** alors que certaines banques centrales - en particulier dans les pays émergents - commencent à assouplir leur politique monétaire tandis que d'autres, comme la Fed, sont sur une pause et une minorité est dans l'optique d'un durcissement monétaire - comme la Banque du Japon. **Le retour de la volatilité va de pair avec le renouveau des stratégies de carry trade.**

Contrairement au consensus de marché, nous doutons que la baisse du dollar américain soit marquée en 2024. Les analystes prévoient une première baisse des taux par la Fed au premier trimestre 2024. Nous pensons que la pause de politique monétaire sera plus longue que prévu, ce qui va maintenir les taux de rendement réels aux États-Unis à des niveaux attractifs. La dégradation de la conjoncture mondiale devrait également soutenir le cours du dollar.

2

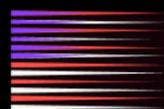
3

Nous avons une préférence pour le franc suisse. Cette monnaie devrait continuer d'offrir une couverture fiable contre toute dégradation de l'économie mondiale. À l'inverse, nous pensons que **la livre sterling pourrait être chahutée** même si elle a fait preuve d'une grande résilience depuis 2016 [date du référendum sur la sortie de l'Union Européenne]. L'économie britannique est davantage menacée par la stagflation que toute autre économie développée malgré les quinze relèvements de taux effectués par la Banque d'Angleterre (BoE) depuis 2021, portant ceux-ci à leur plus haut niveau depuis 2008.

L'année 2023 fut celle du retour sur les devises émergentes, au moins en première partie d'année - devises d'Amérique latine, certaines monnaies d'Asie à rendement élevé. **Ce sera moins le cas en 2024** alors que le processus de baisse des taux est bien amorcé dans plusieurs pays émergents. Il faudra être sélectif en se positionnant sur des devises anormalement sous-évaluées qui peuvent compter sur de bons fondamentaux économiques - comme le real brésilien.

4

Projections par paires de devises



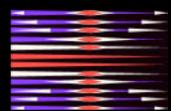
EUR/USD

La BCE se trompe encore une fois

Trichet, Lagarde : même combat ? En plein cœur de la crise financière mondiale, Jean Claude Trichet, président de la BCE, a augmenté les taux jugeant que la pression liée à la hausse des prix de l'énergie pouvait faire déraiper l'inflation. C'était une erreur. Alors que la récession est aux portes de la zone euro, Christine Lagarde, actuelle présidente de l'institution, annonce une hausse des taux supplémentaires – probablement la dernière du cycle. L'euro s'est effondré dans la foulée. C'est le signal que le marché des devises considère que la BCE est allée trop loin dans le processus de durcissement monétaire et que cette dernière hausse des taux n'était certainement pas nécessaire.

Si on s'attarde uniquement sur les fondamentaux économiques, l'euro est encore trop cher face au dollar. Selon nous, la juste valeur de la monnaie unique se trouve plus autour de 1,05-1,03. D'autres sont plus pessimistes que nous, avec parfois une juste valeur sous la parité. Cela ne signifie pas que l'euro va s'effondrer vers ces niveaux. **Mais il est incontestable qu'il existe un potentiel de baisse important à court terme.**





EUR/GBP

Passez votre chemin !

Ce qu'il y a de fascinant avec cette paire, c'est que peu importe l'évolution des paramètres économiques, elle n'a quasiment pas bougé depuis quatre ans. Il est donc peu probable que le risque de récession en Europe continentale et de stagflation au Royaume-Uni entraîne

beaucoup de volatilité à court terme sur cette paire. **Nous nous attendons à ce que l'EUR/GBP évolue une majeure partie de l'année 2024 entre 0,86-0,88.** C'est certainement la paire de devises majeures la plus stable du marché des changes sur la longue durée.



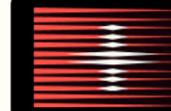
EUR/JPY

Ça va swinguer

C'est la paire de devises qui pourrait nous réserver le plus de surprise à court terme.

Le consensus Reuters prévoit que la politique monétaire nippone devrait rester inchangée au moins jusqu'en juillet 2024. En théorie, cela conduit à anticiper une baisse prolongée du yen. Nous sommes d'un avis différent. Nous pensons que la Banque du Japon pourrait augmenter son taux directeur d'ici la fin 2023. Ce sera une hausse d'ampleur marginale -10 points de base probablement. Mais ce sera suffisant pour relever le taux directeur en territoire positif.

Un changement fondamental pour le Japon ! **Si notre scénario non consensuel se réalise, il est probable que les investisseurs se positionnent de nouveau à l'achat sur le JPY, ce qui conduirait à une baisse de l'EUR/JPY.**



EUR/CHF

Parlons de notre monnaie préférée

Le franc reste la monnaie privilégiée par les investisseurs pour faire face à la dégradation de la conjoncture mondiale. **Nous visons un point bas pour la paire à EUR/CHF à 0,93 qui pourrait être atteint avant le début de 2024.** Les récentes tensions au Moyen-Orient, suite aux attaques terroristes du Hamas, peuvent contribuer à un accroissement de l'intérêt

des investisseurs pour le franc, surtout si on craint une escalade avec l'Iran. **Au regard du contexte géopolitique et de l'évolution de la conjoncture, tout porte à croire que le franc va rester encore très résilient à l'avenir.**

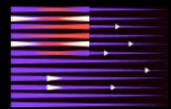


EUR/CAD

Le pétrole fait son retour

La politique monétaire ne devrait pas être un élément différenciant dans les douze prochains mois. Le Canada et la zone euro sont en mode pause à court terme. Dans les deux cas, une baisse des taux pourrait intervenir au premier trimestre de 2024. Par conséquent, c'est certainement la **hausse des cours de l'énergie**, qui est bien entamée avec un baril de pétrole qui pourrait atteindre son seuil d'équilibre à

100 dollars le baril, qui pourrait être le **principal facteur d'évolution de la paire**. Sans surprise, cela devrait favoriser le dollar canadien. **Notre cible de cours pour l'EUR/CAD à douze mois se situe à 1,36 contre un cours spot à 1,44.**



EUR/AUD

Un problème de taux de change

En théorie, **tout plaide en faveur d'une hausse continue de l'EUR/AUD dans les douze prochains mois** - en particulier la faiblesse de l'AUD du fait du ralentissement chinois. Mais on ne peut pas exclure que la Banque de Réserve d'Australie (RBA) intervienne pour soutenir le taux de change de l'AUD - ce serait d'ailleurs une première. Dans une étude récente, la RBA s'inquiète de la faiblesse relative de l'AUD qui a pour conséquence d'augmenter l'inflation importée qui contribue d'ailleurs plus que la croissance des salaires aux tensions

inflationnistes depuis 2021. Ce n'est certainement pas un sujet à court terme. **Mais si l'AUD continue de chuter, la banque centrale australienne pourrait peut-être devenir plus active sur le marché.**

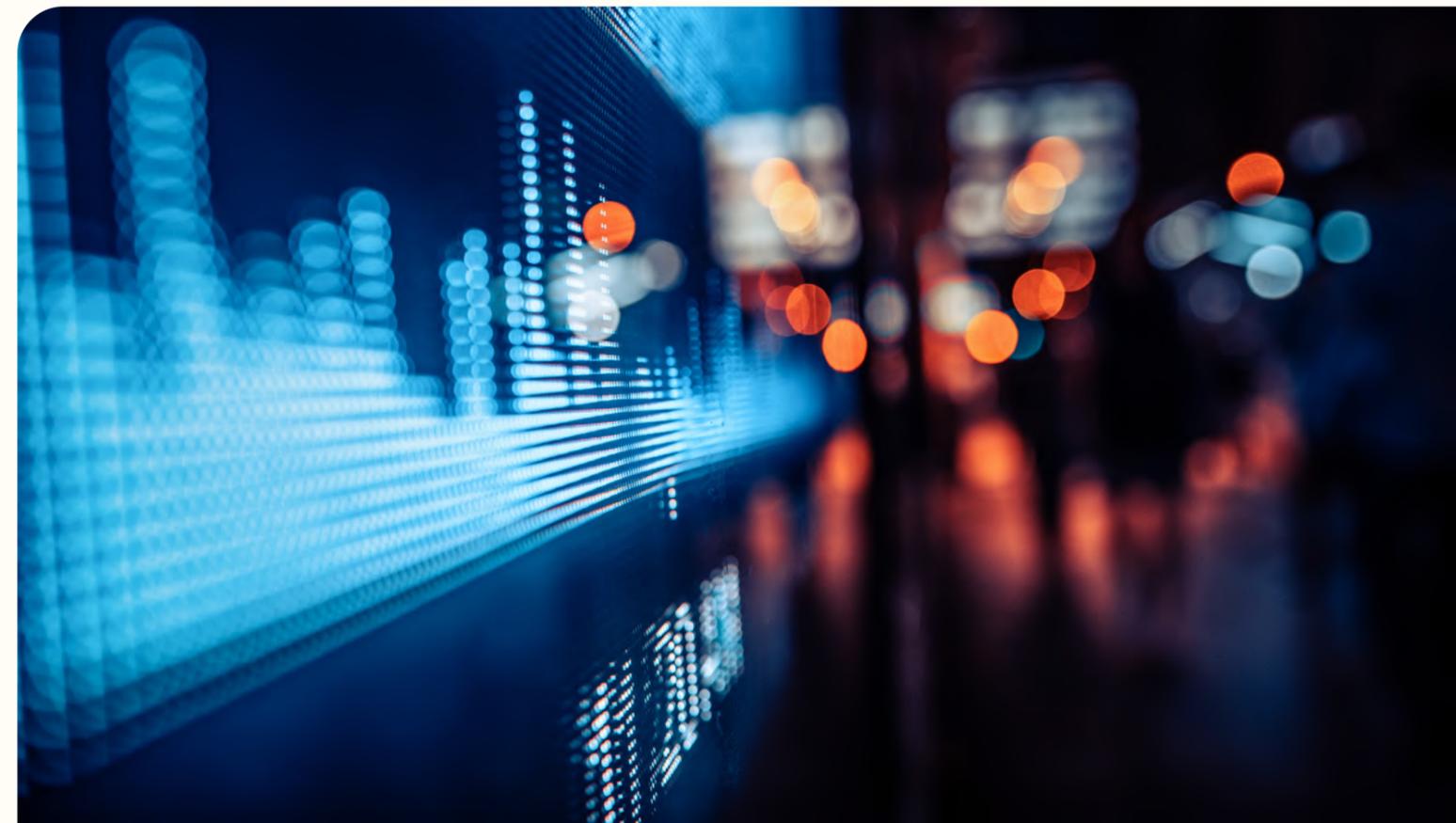


EUR/CNH

Non ! Il n'y aura pas de dévaluation du CNH

Non, la Chine ne va pas dévaluer le CNH. Elle l'a fait en 2015 et ce fut un échec qui a entraîné une fuite de capitaux massive qu'il fut très difficile d'endiguer. Cela avait entraîné un durcissement des conditions financières qui a aussi limité la capacité de rebond de l'économie. Disons-le une fois pour toute, la dévaluation n'est pas une option pour la Chine. D'ailleurs, c'est tout l'inverse qui se produit. La rapide dépréciation du CNH est mal perçue par Pékin qui a pris des mesures pour renforcer le yuan (par exemple

en augmentant les taux interbancaires chinois à un niveau aussi élevé que ceux des États-Unis, ce qui dissuade de prendre des positions spéculatives à la vente sur le CNH). Qu'est-ce que cela signifie pour l'EUR/CNH ? **Nous nous attendons à ce que la paire continue de chuter dans les douze prochains mois alors que Pékin soutient à bout de bras le CNH.**



Le risque de change face à la volatilité des marchés

Loin d'être réservé aux larges multinationales, le risque de change peut affecter toutes sortes de sociétés, dès lors qu'elles réalisent des flux transfrontaliers. Une fluctuation – même minimale – des taux de change peut ainsi affecter votre marge commerciale ou votre compétitivité dans vos marchés étrangers.

La mise en place d'une stratégie de gestion de risque de change est à envisager si :



Vous facturez en devises vos exportations ou frais liés à votre activité internationale (filiales, salaires...).

Évitez de répercuter le coût d'un mouvement défavorable du marché des changes sur vos clients ou d'être confronté(e) à des problèmes de consolidation de vos états financiers.



Vous réglez en devises l'importation de biens et services.

Maintenez vos marges commerciales et évitez qu'elles ne soient impactées par la volatilité des devises.



Vous prenez des engagements d'achats en amont auprès de vos fournisseurs étrangers.

Sécurisez votre cours budget pour arrêter de renégocier vos contrats avec vos fournisseurs étrangers en cas de fluctuation des cours.

3 raisons de choisir iBanFirst pour couvrir votre risque de change

Nous sommes à votre écoute pour vous aider à construire la stratégie de gestion du risque de change qui vous permettra de sécuriser votre marge commerciale.

1

Une équipe de spécialistes

Nos experts du marché des changes vous font bénéficier de leur savoir-faire pour vous permettre de prendre une décision éclairée.

2

Une stratégie personnalisée

Notre gamme d'instruments de couverture est entièrement personnalisable pour s'adapter à vos besoins et à la structure de votre activité.

3

Un chargé de compte dédié

Votre chargé de compte est à votre disposition pour répondre à vos questions et vous accompagner dans le suivi des solutions choisies.

Une question ?

Parler à un expert



Le nouveau standard pour vos transactions à l'international

À propos

Créée en 2016, iBanFirst s'est rapidement imposée comme l'alternative de référence pour les entreprises qui font du commerce et opèrent des paiements à l'international. iBanFirst offre une expérience de paiement nouvelle génération qui combine la puissance de sa plateforme et l'appui des meilleurs experts. Concrètement, les dirigeants et équipes financières peuvent accéder directement au marché des devises, recevoir, envoyer, tracer leurs paiements et élaborer des stratégies de couverture sur-mesure.

Avec plus de 350 employés présents dans 10 pays européens, traitant un volume de 1,5 milliard d'euros de transactions par mois, référencé par le « Financial Times » parmi les entreprises européennes en plus forte croissance, iBanFirst est depuis près de 10 ans le partenaire de confiance des PME au-delà des frontières.

iBanFirst est soutenue par la banque publique d'investissement Française, (bpiFrance), des leaders européens du capital-risque (Elaia, Xavier Niel), et le fonds d'investissement américain Marlin Equity Partners (plus de 8 milliards de dollars de capitaux sous gestion).

📍 **61 Rue de Courcelles,
75008 Paris**

📞 **+33 1 76 44 00 47**

@ **www.ibanfirst.com**

Copyright © 2023-2024 iBanFirst. Tous droits réservés.

iBanFirst S.A. est dûment autorisée et réglementée par la Banque nationale de Belgique (numéro 0849.872.824) en tant qu'établissement de paiement. Membre du réseau SWIFT, iBanFirst S.A. est certifiée pour effectuer des paiements dans toute la zone SEPA. En tant qu'établissement de paiement, iBanFirst S.A. propose uniquement des solutions de couverture de change (contrats à terme, à terme flexible, et à terme dynamique) liées à des opérations de paiement sous-jacentes. iBanFirst S.A. ne propose pas d'options ou autres instruments financiers à des fins d'investissement ou de spéculation.

Les informations présentées dans ce livre blanc vous sont communiquées à titre purement informatif. Il ne contient aucune recommandation d'investissement, aucun conseil en investissement, ni une offre de vente, ni une sollicitation d'achat, et ne doit en aucun cas servir de base ou être pris en compte comme une incitation à s'engager dans un quelconque investissement. Vous restez exclusivement et entièrement responsable de l'usage que vous faites librement de ces informations et des conséquences de vos décisions. iBanFirst ne fournit aucune assurance, garantie ou attestation, qu'elle soit expresse ou implicite, quant à l'exactitude, l'adéquation ou l'exhaustivité des informations fournies. Les informations présentées ici sont susceptibles d'être modifiées sans préavis.

